Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier

Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier

Band: 29 (2013)

Artikel: À propos d'un centenaire : congrès socialiste international de Bâle, 1912-2012

Autor: Vuilleumier, Marc

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-520364

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 22.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

À propos d'un centenaire : Congrès socialiste international de Bâle, 1912-2012

Marc Vuilleumier

Au moment même où s'ouvrait l'assemblée générale de l'AEHMO, à Genève, le 24 novembre dernier, se terminait, dans la nef de la cathédrale de Bâle, un important colloque universitaire, réuni pour un anniversaire: celui, jour pour jour, du congrès extraordinaire tenu par la deuxième Internationale dans la cité rhénane, pour s'opposer à la guerre des Balkans et à la menace d'un conflit généralisé. Sous les voûtes où avait retenti la chaude éloquence de Jaurès, il revint à la conseillère d'État Eva Herzog et à Christian Levrat, président du Parti socialiste suisse, de conclure les trois jours du colloque. Pas moins de 58 communications, généralement réparties en quatre panels simultanés, y avaient été présentées, en allemand (sauf trois en anglais), par des rapporteurs venus presque tous d'Allemagne et de Suisse alémanique (sauf deux, d'Autriche, et cinq, des pays suivants: Grande-Bretagne, Irlande, USA, Pologne, Afrique du Sud).

Il est difficile de se faire une idée du colloque sans y avoir assisté, et même, dans ce cas, la répartition en panels ne permettait au participant éventuel que d'entendre le quart des communications, plus, en assemblée plénière, les discours d'ouverture et de clôture ainsi que deux exposés plus généraux (*Plenarvorträge*). Le gigantisme de plus en plus marqué de ces manifestations universitaires fait ainsi disparaître ce qui avait constitué jusqu'ici le principal intérêt des colloques: la possibilité pour les participants de discuter un sujet bien déterminé, de confronter leurs points de vue et d'échanger le résultat de leurs recherches. On trouve, sur le site www.basel1912-2012.ch, un aperçu d'une dizaine de lignes pour chaque intervention, mais ces trop brefs textes n'autorisent guère à porter de jugement. Constatons que nombre d'intervenants ne semblent pas avoir beaucoup publié dans le domaine de l'histoire du socialisme et du mouvement ouvrier

et que beaucoup de communications ont des rapports très ténus, voire inexistants, avec le congrès de 1912 et la deuxième Internationale. Ce jugement doit tenir compte des conditions qui déterminent aujourd'hui ces grandes exhibitions universitaires. Elles coûtent beaucoup d'argent ; pour obtenir les financements nécessaires, il faut y faire figurer des noms susceptibles d'attirer les crédits ; de plus, certains des organisateurs y font inviter leurs relations personnelles, dans la mesure où elles sont capables de trouver un sujet plus ou moins en rapport avec le thème du colloque ; ils en espèrent ainsi un retour d'ascenseur, car, outre l'attrait de ce qu'on appelle le «tourisme universitaire», qui n'est pas nouveau, la participation à de nombreuses réunions internationales s'avère de plus en plus indispensable pour celui qui veut s'élever, ou simplement se maintenir, dans un monde académique livré à une compétition de plus en plus féroce. Une lutte acharnée qui se fonde sur la quantité plus que sur la qualité et où les juges et décideurs ne disposent pas toujours des compétences scientifiques souhaitables[1].134

Je ne dispose d'aucune information sur la manière dont ont été conçues et organisées les trois journées de Bâle et ne sais dans quelle mesure ces conditions actuelles de la recherche ont joué. Toujours est-il que, sans attendre la publication des actes, certaines caractéristiques se dégagent. D'abord, apparemment, un abandon (ou une ignorance) de la riche problématique élaborée naguère par Georges Haupt (1928-1978) et dans son sillage par quelques autres historiens. Ensuite, paradoxalement, la renonciation à traiter de ce qui concerne les rapports du Parti socialiste suisse avec l'Internationale, en dehors de la stricte préparation matérielle du congrès. Ces deux traits essentiels caractérisent aussi le livre édité pour cette réunion et qui est destiné à un public plus étendu que celui des historiens[2].134 Il mérite à ce titre d'autant plus notre attention que l'AEHMO envisage, pour 2014, de consacrer une partie de ses *Cahiers* à 1914 et à ses répercussions sur le mouvement ouvrier suisse.

1 Pour une critique des conditions actuelles de la recherche académique, lire le remarquable manifeste conviant à des «états généraux de la recherche» à Lausanne. *Le Courrier,* 29 octobre 2012.

2 Bernard Degen, Heiko Haumann, Ueli Mäder, Sandrine Mayoraz, Laura Polexe, Frithjof Benjamin Schenk (Hg.), *Gegen den Krieg. Der Basler Friedenskongress 1912 und seine Aktualität,* Basel, Christoph Merian Verlag, 2012, 287 p. (Beiträge zur Baslergeschichte).

Pour mieux comprendre l'effondrement de la deuxième Internationale et ses conséquences pour le socialisme suisse, il n'est peut-être pas inutile, à partir d'un examen critique de l'ouvrage commémoratif paru en 2012, de dégager quelques pistes et suggestions de recherches qui pourraient être reprises par notre association.

Relevons tout d'abord la richesse iconographique de ce livre. Ses éditeurs et auteurs ont recherché, parfois fort loin, les portraits qui illustrent les notices biographiques consacrées aux délégués les plus en vue. Les autres illustrations sont originales et bien choisies ; relevons à leur propos la richesse des fonds du Schweizerisches Wirtschaftsarchiv à Bâle, qui a permis la reproduction de nombre de pièces (cartes d'entrée, rubans, circulaires diverses…). Plusieurs délégués du congrès avaient été, auparavant, des militants socialistes en Suisse. Mais les auteurs des notices ne donnent guère d'informations à ce sujet. Angelica Balabanova, militante en Suisse durant plusieurs années (secrétariat ouvrier de Saint-Gall, puis Lugano où elle fut rédactrice du journal *Su Compagne !* qui s'adressait aux ouvrières italiennes), aurait mérité plus que les cinq ou six mots mentionnant son séjour en ce pays. Eduard Bernstein: on mentionne bien son travail de rédacteur au *Sozialdemokrat* à Zurich, de 1879 à son expulsion du pays, en 1888, mais rien au sujet de son séjour au Tessin, comme secrétaire de Höchberg, ni de ses autres activités (il fut l'auteur d'un rapport présenté à l'un des premiers congrès de l'USS, par exemple). On mentionne que Christian Rakovski a étudié en Suisse, sans dire un mot de ses activités socialistes à Genève. Il y fut pourtant le principal organisateur du deuxième congrès international des étudiants socialistes, en 1893.

Le titre même du livre est tendancieux: *Gegen den Krieg* était effectivement un des mots d'ordre du congrès, mais celui-ci ne s'est jamais nommé *Friedenskongress*. On trouve: *Internationaler Sozialistenkongress,* Congrès socialiste international, qualifié aussi de *ausserordentlich*, extraordinaire, mais le terme *Friedenskongress*, Congrès de la Paix, était réservé aux réunions organisées par le Bureau international de la Paix[3].135 Cette confusion est significative d'une tendance de l'ouvrage: placer les velléités pacifiques bourgeoises sur le même plan que l'action de l'Internationale socialiste. Or il s'agit de deux mondes différents. L'Internationale

3 Par exemple: *XIXe Congrès universel de la Paix tenu à Genève du 22 au 28 septembre 1912,* Genève 1912, 220 p.

a cherché, et on y reviendra, à mobiliser les masses ouvrières contre la guerre ; mais les congrès de la paix n'ont jamais fait de même. Mieux, quand, répondant aux appels du Bureau socialiste international, le Parti socialiste italien en Suisse organisait des meetings et des démonstrations contre la guerre d'agression menée par l'Italie contre la Turquie pour la conquête de la Libye, en 1911-1912, quand, démonstrativement, il faisait une collecte en faveur des victimes du tremblement de terre qui avait frappé l'est de la Turquie, l'ennemi officiel, la majorité des «pacifistes italiens» qui avaient pourtant participé et participeront encore aux congrès de la paix approuvait la guerre. Leur principal représentant, Moneta, envoya des télégrammes de félicitations à son gouvernement ; à ses yeux, l'agression contre la Turquie se justifiait par la colonisation de nouvelles terres et l'extension de la civilisation[4].136 Si l'on avait voulu traiter, dans ce volume, du Bureau international de la Paix et de ses assises, pourquoi ne pas comparer le Congrès universel de la Paix, tenu à Genève en septembre 1912, et le congrès socialiste de Bâle ? Mieux, pourquoi ne pas avoir parlé de la conférence interparlementaire franco-allemande de Berne, en 1913, où l'on retrouve Jaurès, Haase et d'autres délégués au Congrès de Bâle ? Proposée par le député socialiste allemand Ludwig Frank puis organisée par Robert Grimm en collaboration avec Albert Gobat, conseiller national radical et secrétaire du Bureau international de la Paix ? Elle aurait bien mérité de remplacer cette compilation aseptisée et incomplète sur un prétendu mouvement international de la paix de 1815 à 1912. S'il y a bien eu des appels, des congrès, des sociétés éphémères avant 1867, ce n'est qu'à cette date, avec la fondation de la Ligue internationale de la Paix et de la Liberté, que l'on peut parler d'un mouvement. Or c'est cette période marquée principalement par les congrès de Genève, Berne et Lausanne, avec la participation de Garibaldi, de Bakounjne et de Victor Hugo, que l'auteur, Heiko Heimann, passe sous silence.

La globalité et tous les vocables qui en dérivent étant à la mode, on ne pouvait échapper à un chapitre sur le congrès «expression de la nouvelle époque globale». Passons sur les généralités, qui nous promènent des expositions universelles à la Croix-Rouge et d'Henry Dunant aux conférences diplomatiques internationales de La Haye, pour relever une

4 Verdiana Grossi, *Le pacifisme européen. 1889-1914,* Bruxelles, Bruylant, 1994, p.281s.

assertion de l'auteur: malgré ses ambitions «globales», la deuxième Internationale demeurerait une organisation essentiellement européenne. Certes, mais ce jugement devrait être nuancé, pour tenir compte des travaux sur le sujet[5].137 D'abord à cause du colonialisme, un point non traité à la réunion de Bâle, mais qui avait été l'objet de vifs débats lors des congrès précédents ; et surtout pour prendre en compte la prise de conscience par l'Internationale, à partir de 1908, du réveil de l'Asie (révolutions persane, jeune-turque, chinoise, apparition de groupes socialistes et de syndicats dans nombre de pays, asiatiques ou autres).

En divisant, comme ils l'ont fait, l'ouvrage en une quinzaine de chapitres divers plus 67 notices biographiques et des extraits de documents, les auteurs empêchent le lecteur profane de se faire une idée claire du congrès et de sa place dans l'histoire de l'Internationale. Pour le centenaire du Parti socialiste de Bâle, Bernard Degen avait publié une plaquette sur le congrès de 1912, munie d'une préface du conseiller fédéral René Felber[6].137 Un texte bref, bien rédigé et lisible pour un large public, mais avec des références bibliographiques et une bonne illustration. On pouvait certes lui reprocher de ne pas analyser les discussions et les prises de position du Parti socialiste suisse, mais cette lacune n'était pas trop sensible, vu la brièveté de l'ouvrage, qui se proposait surtout de montrer la dimension internationale d'un événement bâlois. Des pages en ont d'ailleurs été reprises dans le livre de 2012. Mais dans ce dernier, la lacune relevée plus haut est beaucoup plus choquante. Rien sur l'attitude du PSS à l'égard de l'Internationale, analysée déjà dans le livre du centenaire de ce parti, en 1988[7].137 Rien sur le congrès de Neuchâtel (8-10 novembre), qui, exactement deux semaines avant celui de Bâle, avait discuté durant six heures des menaces de guerre, de la question d'une grève générale et de la situation particulière de la Suisse. Le chapitre sur les partis ouvriers des différents pays représentés à Bâle consacre une demi-page à la Suisse, dont huit lignes au

5 Avant tout: Georges Haupt et Madeleine Rebérioux (dir.), *La deuxième Internationale et l'Orient,* Paris, Éditions Cujas, 1967, 493 p.

6 Bernard Degen, *Krieg dem Kriege ! Der Basler Friedenskongress der sozialistischen Internationale von 1912,* Basel, Genossenschaft Z-Verlag, 1990, 142 p.

7 *Solidarité, débats, mouvement. Cent ans de Parti socialiste suisse, 1888-1998.* Publié par le Parti socialiste suisse. Textes réunis et présentés par Karl Lang, Peter Hablützel., Markus Mattmüller et Heidi Witzig. Lausanne, Éd. d'en bas, 1988, 350 p. Version allemande au Limmat Verlag, Zurich 1988.

PSS ! On ne donne même pas la liste, ou tout au moins un aperçu des 49 délégués suisses au Congrès (la plaquette de 1990, par la photographie d'un document manuscrit, permettait d'en déchiffrer les noms). On reproduit sur deux pages un article du *Temps* consacré au congrès contre la guerre tenu par la CGT, à Paris, mais sans un mot sur la position des syndicalistes révolutionnaires de la Suisse romande.

Rien non plus au sujet de la déclaration du délégué hollandais Troelstra, le lundi après-midi 25, sur la position adoptée par les représentants des petits pays neutres (dont la Suisse !), que la résolution générale laissait de côté. Il y montrait qu'un conflit généralisé entraînerait ces petites nations dans la guerre. L'espèce de concurrence et d'émulation dans la course aux armements de ces États neutres ne pouvait les protéger efficacement. «Par conséquent la question de la neutralité permet aux classes dirigeantes et au gouvernement des petits États de nous accabler sous le poids de charges militaires toujours plus élevées. [...] Celui qui a cru que la distinction entre l'armée permanente et la milice exerce une influence ici sera certainement totalement désillusionné en considérant ce qui s'est passé en Suisse dans les dernières années.» Et ici le compte rendu officiel relève les cris de la salle: «Très vrai.» La seule garantie de l'autonomie et de l'indépendance des petits États ne consiste pas dans leurs armements mais dans la conscience croissante, dans l'ensemble des peuples, du rôle civilisateur de chaque nation. «La plus sûre garantie du maintien de l'autonomie nationale des petites nations, c'est la croissance de l'Internationale ouvrière.» Et de proclamer qu'en cas de guerre mondiale, «le prolétariat des petits pays sera corps et âme à la disposition de l'Internationale dans tout ce qu'elle décidera pour éloigner la guerre». Belle déclaration, saluée d'une *«tempête d'applaudissements»*, mais qui demeurait fort abstraite. «En quittant ce Congrès, nous irons déclarer dans notre pays que le travail qui a été fait ici n'a pas seulement été fait en faveur du prolétariat et de la paix des peuples, mais que ce fut aussi un travail qui concerne d'une façon toute particulière l'intérêt vital des petites nations. Nous travaillerons davantage à la belle œuvre de civilisation que nous avons faite nôtre et nous lutterons pas à pas contre le militarisme comme nous l'avons fait jusqu'à présent. *(Bravo !)* Nous sommes de petites nations, mais la grande puissance du socialisme international est avec nous. Car le socialisme n'est point seulement la paix des peuples, point seulement l'affranchissement des

peuples, mais aussi la conservation des peuples.» Un beau morceau d'éloquence qui n'envisageait nullement les conditions réelles dans lesquelles se déroulerait la guerre mondiale. Pour nous borner à cet exemple, il relevait bien que la Belgique serait entraînée dans le conflit, mais sans indiquer précisément la position que prendraient les socialistes. Le discours retint naturellement l'attention des Suisses ; la *Berner Tagwacht,* par exemple, s'en procura aussitôt le texte qu'elle publiera intégralement.

Le Congrès de Bâle a aussi été l'occasion de rencontres particulières entre socialistes. À juste titre l'ouvrage consacre quelques pages à celle des femmes et au meeting qu'elles tinrent au Bernoullianum, dans une salle archi-comble. En revanche, rien sur la conférence extraordinaire de la Fédération Internationale des Jeunesses Socialistes, tenue le 25 novembre, aussi à Bâle. Convoquée tardivement, elle n'en réunit pas moins quelques jeunes militants qui joueront par la suite un rôle important dans leurs partis respectifs: le Belge Henri de Man, qui présida la conférence ; l'Autrichien Robert Danneberg, secrétaire de l'Internationale des jeunes socialistes ; les Italiens Arturo Vella et Angelo Tasca, délégués d'une organisation particulièrement active ; les représentants de la Jeunesse socialiste de Suisse: Willi Münzenberg, Eduard (Edy) Meyer et Max Bock, militants dont le rôle sera déterminant dans la formation de l'organisation suisse et dans sa radicalisation[8].139 La Fédération internationale était divisée entre une aile plus radicale (Italie, France) qui aurait voulu accentuer le caractère antimilitariste de l'organisation et une autre, formée surtout par les Autrichiens et les Allemands, plus modérée. Les Suisses, quant à eux, hésitaient encore à s'engager nettement dans la voie antimilitariste, leurs associations locales n'ayant pas encore élaboré une politique commune. Les réunions de Bâle se voulant une affirmation de l'unité socialiste, rien n'a transpiré de ces divisions, que ce soit dans le manifeste adopté ou dans les séances publiques.

Cette volonté de manifester l'unité du socialisme en dissimulant ses divergences se traduisit aussi par le refus de laisser parler l'un des délégués bulgares, représentant de l'aile gauche de son parti (les Étroits), Christo Kabatschieff. Avec l'aide des délégations russe et serbe, il parvint néanmoins à faire imprimer, en une version française et allemande,

8 Patricia Dogliani, *La «Scuola delle reclute». L'Internazionale giovanile socialista dalla fine dell'Ottocento alla prima guerra mondiale,* Torino, Giulio Einaudi, 1983, p. 235-239.

son appel au congrès et à le distribuer. Par la suite, le secrétariat de l'Internationale se refusa à l'inclure dans le compte rendu officiel du congrès[9].140 L'incident, fort significatif, n'est pas mentionné dans l'ouvrage de 2012.

Autre rencontre importante passée sous silence dans le livre, celle du 24 au soir où les délégués suisses et italiens, avec la participation de représentants du Parti socialiste italien en Suisse, discutent, plusieurs heures durant, des problèmes et des divergences qui les ont opposés. Le lendemain, Greulich, qui préside la session du congrès, déclarera que les délégués «ont discuté la polémique de presse provoquée par diverses notes chauvines, parues dans les journaux, concernant les relations italo-suisses, ainsi que l'inquiétude que cette polémique produisait, notamment en Suisse, à cause d'un mouvement irrédentiste dont le but serait l'annexion du canton du Tessin par l'Italie. Après un examen approfondi de la situation, les délégués des deux pays arrivèrent à la conviction que la tension doit être attribuée à des causes qui ont été produites artificiellement par certaines sphères de personnages intéressés. L'intention attribuée au soi-disant mouvement irrédentiste et tendant à incorporer le canton du Tessin au territoire italien n'est pas une idée ancrée dans le peuple italien. Cette idée s'est manifestement fait jour dans le but de justifier la prétendue nécessité d'armements militaires et elle a été utilisée ici et là pour enthousiasmer, en faveur de crédits pour des fortifications, des sphères qui, sans ce stimulant causé artificiellement, se seraient difficilement emballées à ce sujet. Des délégués des deux pays sont unanimes pour condamner ces agissements et ils ne manqueront pas d'employer l'influence de leur parti pour que les éclaircissements nécessaires soient fournis aux peuples italien et suisse.»140[10]

Là aussi, la volonté d'affirmer l'unité du socialisme en dissimulant ses divergences a conduit Greulich, en un exposé quelque peu alambiqué, à passer sous silence une grande partie des problèmes abordés au cours de cette soirée du 25 novembre. Malheureusement il n'en existe pas de procès-verbal, à notre connaissance tout au moins. Néanmoins la lecture de la presse socialiste permet de voir quels ont été les problèmes

9 Akademie der Wissenschaften der UdSSR Institut für Geschichte, *Die Geschichte der Zweiten Internationale,* Bd. II, Moskau, Verlag Progress, 1983, p. 353.

10 *Compte rendu analytique du congrès international extraordinaire tenu à Bâle les 24 et 25 novembre 1912,* Genève, Minkoff Reprint, 1979, p. 52.

abordés[11].141 Cette réunion (elle dura plusieurs heures) était motivée par la volonté de mener une action commune contre les menées de la presse nationaliste des deux pays, et plus particulièrement celle de la Suisse, qui cherchait à exciter l'opinion publique, avec le risque d'aboutir à des conflits entre les deux pays ; cela pour augmenter les dépenses militaires et favoriser les spéculations financières. Second point: mener une action pour les Italiens expulsés des cantons suisses. Nous connaissons le nom d'un certain nombre d'intervenants: Johannes Sigg, un Allemand rédacteur au *Volksrecht* de Zurich, Robert Grimm, August Huggler de l'USS, Henri Viret, secrétaire de la Muraria dite suisse, l'un des deux syndicats des maçons et manœuvres, Achille Graber, un frère d'Ernest-Paul, secrétaire de la Fédération des ouvriers de l'industrie horlogère, à La Chaux-de-Fonds ; du côté italien, presque tous les délégués au congrès prirent la parole, dont Arturo Vella, qui après avoir joué un rôle de premier plan dans le développement de la Jeunesse socialiste, venait de l'abandonner pour devenir le secrétaire-adjoint du Parti, qu'il allait réorganiser ; Gregorio Agnini, député de Modène. Du côté des socialistes italiens en Suisse: De Falco, rédacteur de *L'Avvenire del Lavoratore* et secrétaire du PSI en Suisse où il s'était réfugié en 1910 pour échapper à une condamnation de presse et où il avait succédé à Serrati ; Montanari, Giuseppe Bianchi, rédacteur de *L'Operaio*, hebdomadaire édité par l'USS, avec le soutien financier des syndicats allemands, à destination des travailleurs de langue italienne ; Girardi, Servetti. Que se sont-ils dit, on ne le sait exactement mais on peut mentionner quelques-uns des points sensibles qui ont probablement été traités.

Il y a d'abord le reproche que le Parti socialiste italien en Suisse adresse périodiquement à ses camarades suisses: empêtrés dans leur «ministérialisme», ils ne manifestent pas suffisamment d'énergie dans la défense des militants que les polices cantonales expulsent sous les prétextes les plus divers. Et un cas tout récent retenait l'attention. Aux États-Unis, à Lawrence (Massachusetts), deux Italiens, Ettor et Giovannitti, militants des Industrial Workers of the World, le syndicat de tendance révolutionnaire, opposé à l'ancienne AFL, avaient été arrêtés au cours d'une grève du textile et accusés injustement du meurtre

11 L'hebdomadaire du Parti socialiste italien en Suisse, *L'Avvenire del Lavoratore,* du 7 décembre ainsi que la *Berner Tagwacht* du 27 novembre 1912 sont, à notre connaissance, les seuls journaux à donner quelques informations sur la rencontre.

d'une femme (ils en seront innocentés peu après le congrès de Bâle, lequel avait d'ailleurs envoyé un télégramme de protestation, comme l'annonça Greulich). Auparavant, le Bureau socialiste international avait lancé une campagne en leur faveur et la commission exécutive du PSI en Suisse avait décidé de la soutenir ; ses sections, seules ou avec le soutien des socialistes suisses, avaient donc tenu des meetings dans tout le pays. À Berne, le 25 septembre 1912, à l'issue d'une réunion publique convoquée par les organisations socialistes et syndicales de langue italienne, un cortège de quelque six cents personnes avait défilé à travers la ville, s'arrêtant devant la chancellerie de la légation italienne et devant le consulat des USA qui furent abondamment conspués (cris hostiles, huées, sifflets, mais aucune déprédation matérielle). À la suite de cette manifestation (le Procureur général de la Confédération, Kronauer, reprochera à la police municipale bernoise de ne pas l'avoir interdite), le Conseil fédéral avait expulsé trois Italiens: Brovelli, secrétaire de la Muraria dite italienne, Petruzzi et Guazzoni, tous deux militants de la même organisation syndicale.

Les réactions de l'organe des socialistes italiens en Suisse, *L'Avvenire del Lavoratore,* sont intéressantes à suivre. Le 19 octobre, il dénonce l'attitude des autorités suisses ; elle n'est pas seulement due au désir de plaire aux puissances étrangères, mais aussi au fait que les ouvriers immigrés se sont désormais organisés, qu'ils ne se laissent plus exploiter sans se défendre ; aussi, ce sont des syndicalistes qu'on expulse. Il reproche au PSS de ne rien faire contre cette répression, à part quelques articles de presse et des protestations locales. Mais le parti en tant que tel ne fait rien, ses élus, ses conseillers nationaux se taisent. «Le PSS et l'USS ont le devoir de se mettre en mouvement, d'étudier, de préparer les bases, les lignes générales pour une discussion et une première préparation avec les partis socialistes des nations qui fournissent un important tribut d'émigrants à la Suisse. [...] S'ils n'agissent pas ainsi, les socialistes et les organisations suisses n'auront plus aucun droit de traiter de kroumirs les migrants.» Le dimanche 3 novembre, à Berne, lors de la grande manifestation contre la guerre organisée par les organisations ouvrières du canton, le premier orateur, Karl Moor, dénonça vigoureusement les expulsions et fit approuver par la foule une motion de protestation. *L'Avvenire del Lavoratore* changea aussitôt d'attitude: «Nous qui doutions du mouvement ouvrier suisse, tant local

que national, à la suite des expulsions répétées et notamment des plus récentes [...], nous éprouvons le devoir de rendre aujourd'hui justice à sa valeur morale, à sa capacité d'entraîner les foules ouvrières dans la rue.»

Autre point à l'ordre du jour de la rencontre, comme on l'a déjà mentionné: l'irrédentisme et les excitations chauvines de la presse. Une question beaucoup plus complexe que ne le laissent entendre Greulich et les deux journaux qui consacrent quelques lignes à cette réunion. Elle impliquait les socialistes italiens en Suisse et leur journal ; un certain nombre de syndicalistes révolutionnaires italiens réfugiés dans ce pays ; *L'Adula,* une revue et un mouvement affirmant l'identité d'un Tessin de culture italienne, dédaigné par la Suisse allemande ; et bien sûr le Parti socialiste tessinois. À tel point d'ailleurs qu'en 1913 ce dernier, déchiré par ses tensions internes, éclatera: d'un côté, un parti «officiel», reconnu par le PSS, de l'autre un parti plus orienté vers *l'italianità*, dirigé par Canevascini, lié aux socialistes révolutionnaires italiens qui évoluaient vers le nationalisme. Malgré les publications des historiens tessinois, l'écheveau est encore loin d'avoir été démêlé[12].143 Mais ce que nous a appris l'ouverture des archives, c'est que ces excitations nationalistes auraient pu prendre un tour encore plus dangereux que ne le pensaient les congressistes de 1912. On sait aujourd'hui que l'État-major de l'armée suisse avait élaboré secrètement des plans conjoints avec l'armée austro-hongroise pour une offensive commune contre l'Italie du Nord.

Il est encore un point, non mentionné par les journaux, qui a certainement été abordé: celui de la syndicalisation des migrants italiens. Celle-ci, on le sait, malgré d'indéniables progrès, demeurait très faible. De plus, le syndicat des maçons et manœuvres, professions qui comportaient une écrasante majorité d'Italiens, était divisé en deux: la Muraria dite «suisse» et la Muraria dite «italienne», comme on l'a mentionné plus haut, plus quelques petits syndicats locaux ne se rattachant à aucune des deux fédérations. Des pourparlers étaient en cours, qui aboutiront à une réunification, après le Congrès de Bâle, mais celle-ci ne suffira pas à augmenter significativement le taux de syndicalisation des migrants.

12 Toujours utile demeure l'ouvrage déjà ancien (1963) de Guido Pedroli, *Il socialismo nella Svizzera italiana (1880-1922),* nouvelles éditions en 1976 et 2004. On trouvera des références aux travaux plus récents dans Nelly Valsangiacomo Comolli, *Storia di un leader. Vita di Guglielmo Canevascini 1886-1965,* Fondazione Pellegrini-Canevascini, Fondazione M. e G. Canevascini, [Bellinzona] 2001, 480 p.

Les lacunes et omissions de ce livre nous permettent d'ébaucher quelques pistes de recherches pour l'AEHMO. Il y a, comme je l'ai brièvement mentionné plus haut, la mobilisation populaire contre les menaces de guerre organisée par l'Internationale en 1911-1912. À juste titre, Georges Haupt insistait sur son importance. «En novembre 1912, les cloches de Bâle sonnèrent comme un avertissement au milieu d'une crise profonde qui mettait "l'Europe au bord de l'abîme". Ce ne fut pas l'imposante réunion des délégués socialistes de l'Europe, leur unanimité, leurs discours enflammés qui donnèrent l'alarme. L'avertissement résidait dans l'ampleur du mouvement des masses ouvrières contre la guerre qui avait débuté un an auparavant et dont la pression croissante avait fait échouer toute tentative belliqueuse généralisée. En juillet 1914, il ne restait pas même les braises de cette offensive pacifiste. Dès 1913, dès que la tension internationale eut baissé, l'Internationale, sans fracas, avait révisé fondamentalement sa position à la lumière de l'interprétation optimiste des tendances de l'impérialisme.»144[13] C'est cette mobilisation en Suisse, si négligée dans le livre de Bâle paru en 2012, qu'il faudrait étudier de près, non seulement à Berne, Zurich et Bâle, mais dans toutes les localités où se déroulèrent des manifestations. Quelles étaient leurs caractéristiques, dans quelle mesure avaient-elles une tournure internationale affirmée (due souvent à la participation d'orateurs étrangers: italiens, allemands, russes...); quels effectifs mobilisaient-elles, quelle était l'argumentation des orateurs ? À ce sujet on relèvera la manière dont le PSS et Robert Grimm en particulier avaient tenté d'établir un rapport entre les menaces de guerre, la course aux armements et la hausse du coût de la vie, particulièrement sensible en ces années-là et source des préoccupations quotidiennes des masses. Comment le Congrès de Bâle fut-il perçu par les militants ? Jusqu'à quand la mobilisation a-t-elle duré ? Apparemment jusqu'au printemps 1913. Autant de questions à élucider.

Du fait de l'immigration, venue de divers pays, le mouvement ouvrier en Suisse constituait déjà à lui seul une petite Internationale, avec tous les problèmes que cela impliquait. De plus, la géographie faisait de certaines villes un point de contact entre organisations socialistes de pays différents. C'était le cas de Bâle, centre d'une *regio* industrielle

13 Georges Haupt, *L'historien et le mouvement social,* Paris, Maspero, 1980, p. 208.

transnationale, dont l'un des meilleurs chapitres du livre commémoratif de 2012 nous donne un aperçu, sous la plume de Pascal Maeder. D'autres régions frontalières, certes bien différentes mériteraient aussi une étude: Genève, centre de la Fédération socialiste de l'Ain et des Deux Savoie ; le Jura horloger et ses syndicats «internationaux».

On a relevé plus haut l'action des socialistes italiens en Suisse contre la guerre de Libye ; ont-ils été seuls ou dans quelle mesure les Suisses y ont-ils participé ? À ce sujet, il faudrait aussi suivre de près la vague de nationalisme qui s'empare d'une partie de l'immigration italienne et touche l'aile syndicaliste révolutionnaire et libertaire. Elle se manifeste sous des formes diverses: discours lors de réunions associatives non socialistes ; productions des fanfares ; représentations cinématographiques ; petits faits plus ou moins cocasses, tel cet exploitant d'un débit de boissons à Lausanne qui célèbre l'annexion de la Libye en débaptisant son Café Lago Maggiore en Café-Brasserie Tripoli ! Il faudrait aussi se demander dans quelle mesure le glissement d'une partie des émigrés vers le nationalisme n'est pas en quelque sorte une réaction identitaire devant le mépris de l'opinion publique suisse à leur égard.

Et cela nous amène au point le plus important. Dans quelle mesure les socialistes suisses partageaient-ils, parfois inconsciemment peut-être, les valeurs nationalistes et patriotiques de leur propre pays ? Leurs actes et leur comportement étaient-ils toujours en accord avec leurs déclarations internationalistes ? Les procès-verbaux des directions et des congrès doivent naturellement être étudiés, tout comme leurs répercussions et interprétations dans la presse, mais ce n'est pas suffisant. Cet internationalisme proclamé constituait certainement un élément essentiel de cette culture socialiste qui se constituait alors et qui, malgré des éclipses, survivra longtemps encore ; il faudrait se garder de n'y voir qu'un «combustible verbal», même si ce fut le cas chez certains dirigeants, et de le sous-estimer. C'est au niveau de l'action politique et sociale locale, de la vie quotidienne dans ses comportements et ses gestes, qu'il faudrait tenter de le saisir. Ce serait ainsi passer d'une histoire-bataille, d'une histoire-congrès, nécessaires en un premier temps, à une véritable histoire sociale du mouvement ouvrier et socialiste.